

TRANSITION SOCIALE, TRANSITION SPATIALE ? Esquisse d'une interprétation de l'espace comtois

Jean PRAICHEUX*

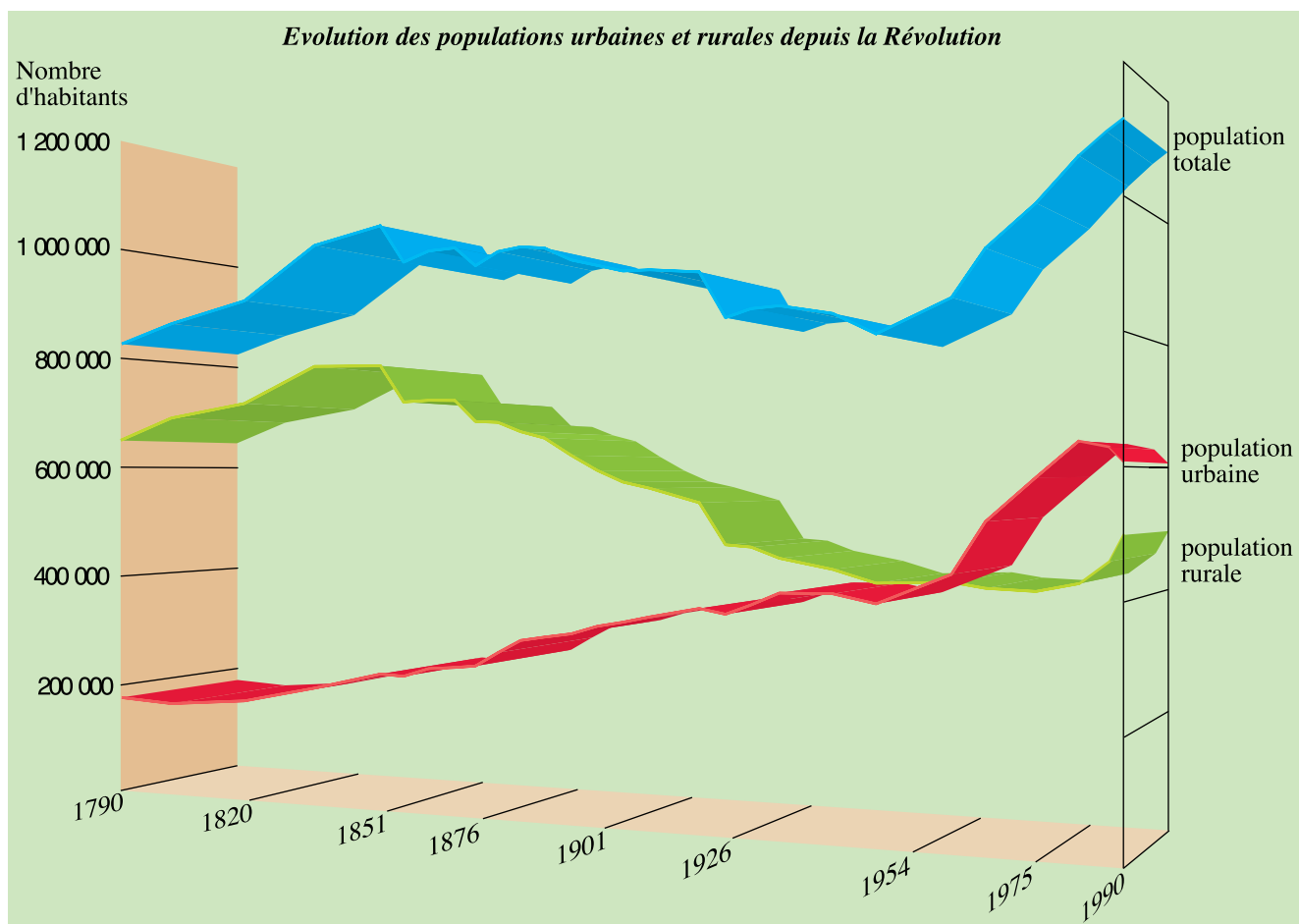
Chacun peut observer aujourd'hui les transformations plus ou moins rapides des milieux qui l'entourent. Les villes se transforment mais leur population stagne ; à leur périphérie les communes connaissent des bouleversements considérables et parfois une véritable explosion démographique. Les milieux ruraux plus éloignés connaissent des fortunes diverses ; rares sont ceux qui se développent et la tendance générale serait plutôt à une poursuite du déclin démographique.

Cette mutation de la répartition des hommes dans notre région est particulièrement spectaculaire depuis une trentaine d'années. Si elle porte en elle les caractères propres à l'histoire et à l'espace comtois, elle reproduit un phénomène général en France et dans presque tous les pays européens.

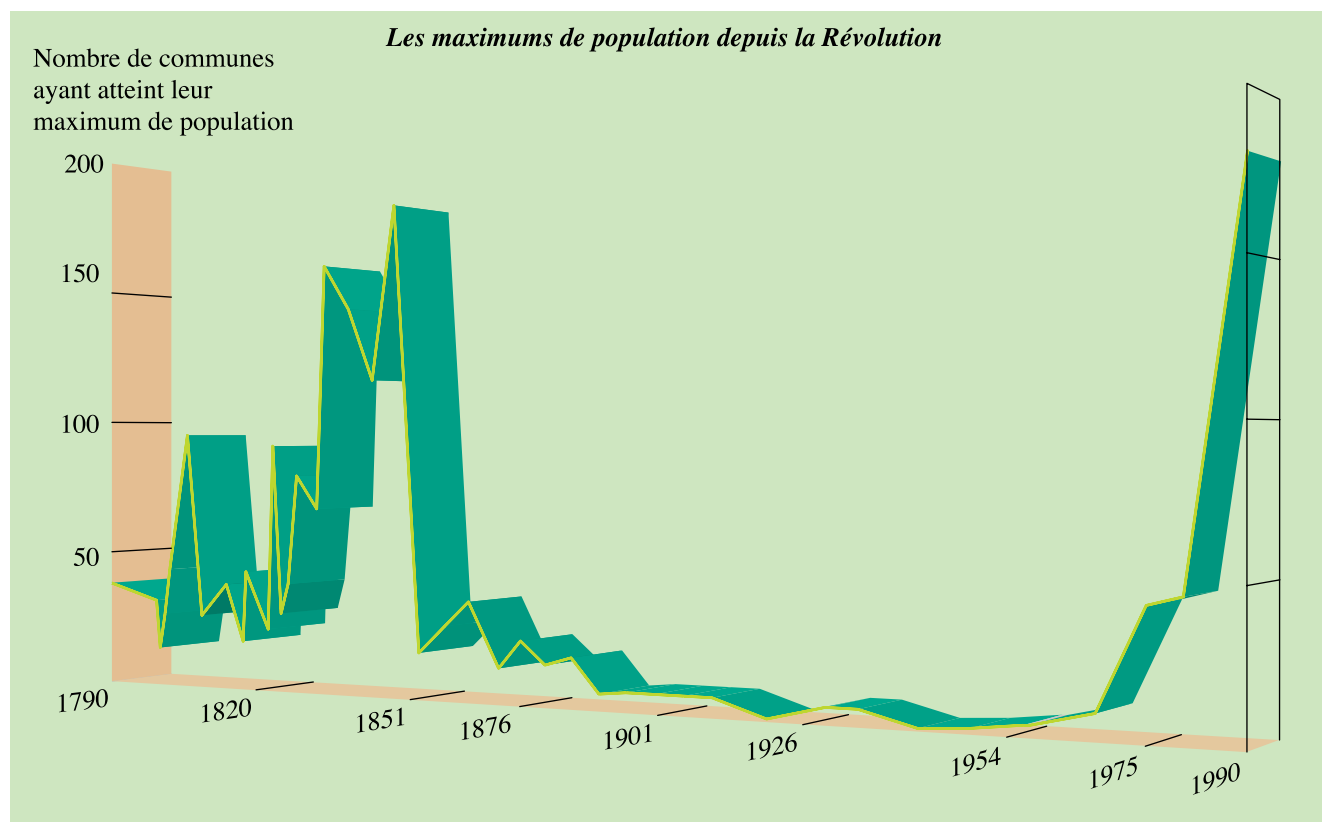
Elle obéit, au fond, à un modèle d'évolution dont nous n'avons pas encore parcouru toute la trajectoire. D'un état stable il y a plus d'un siècle, la population comtoise tendrait-elle, au delà de la période de bouleversement que nous connaissons vers un autre état stable ? C'est le sens de l'expression transition spatiale.

Une croissance lente et saccadée de la population

Qu'est-ce que la transition démographique, à laquelle le titre de cet article fait explicitement référence ? C'est la rapide expansion du volume d'une population sous l'effet d'une transformation technologique majeure. Ainsi, la plupart des pays du monde ont connu la révolution néolithique (diffusion de l'agriculture) qui a multiplié le volume de la



*IRADES, Université de Franche-Comté



population mondiale. Plus près de nous, la révolution industrielle a déclenché une formidable explosion de la population européenne, terminée aujourd'hui. Curieusement, la France est restée à l'écart de cette brutale mutation et, pendant deux siècles, a connu une longue et faible croissance.

La Franche-Comté a eu une évolution encore plus originale. En croissance lente jusqu'au milieu du XIXe siècle, la population atteint un peu moins d'un million d'habitants (972 000) en 1866. Elle va ensuite décroître régulièrement jusqu'à l'étiage de 1946 (804 000), puis reprendre vigoureusement durant l'après-guerre pour atteindre aujourd'hui près de 1 100 000 personnes. Il va de soi qu'il faut intégrer cette longue crise démographique de près d'un siècle dans un contexte de forte émigration de la population comtoise en direction des grands centres d'emplois extérieurs à la région. Les bénéfices d'une croissance démographique liée à la transformation sociale et économique ont été annulés par les départs vers d'autres pôles de l'espace national rendu attractif par ses grands centres industriels et perméable par le développement des voies de communication.

L'analyse des maximums de population depuis 1790 permet d'accréditer cette notion de cycle démographique. Qu'appelle-t-on "maximum de population" ? C'est le chiffre

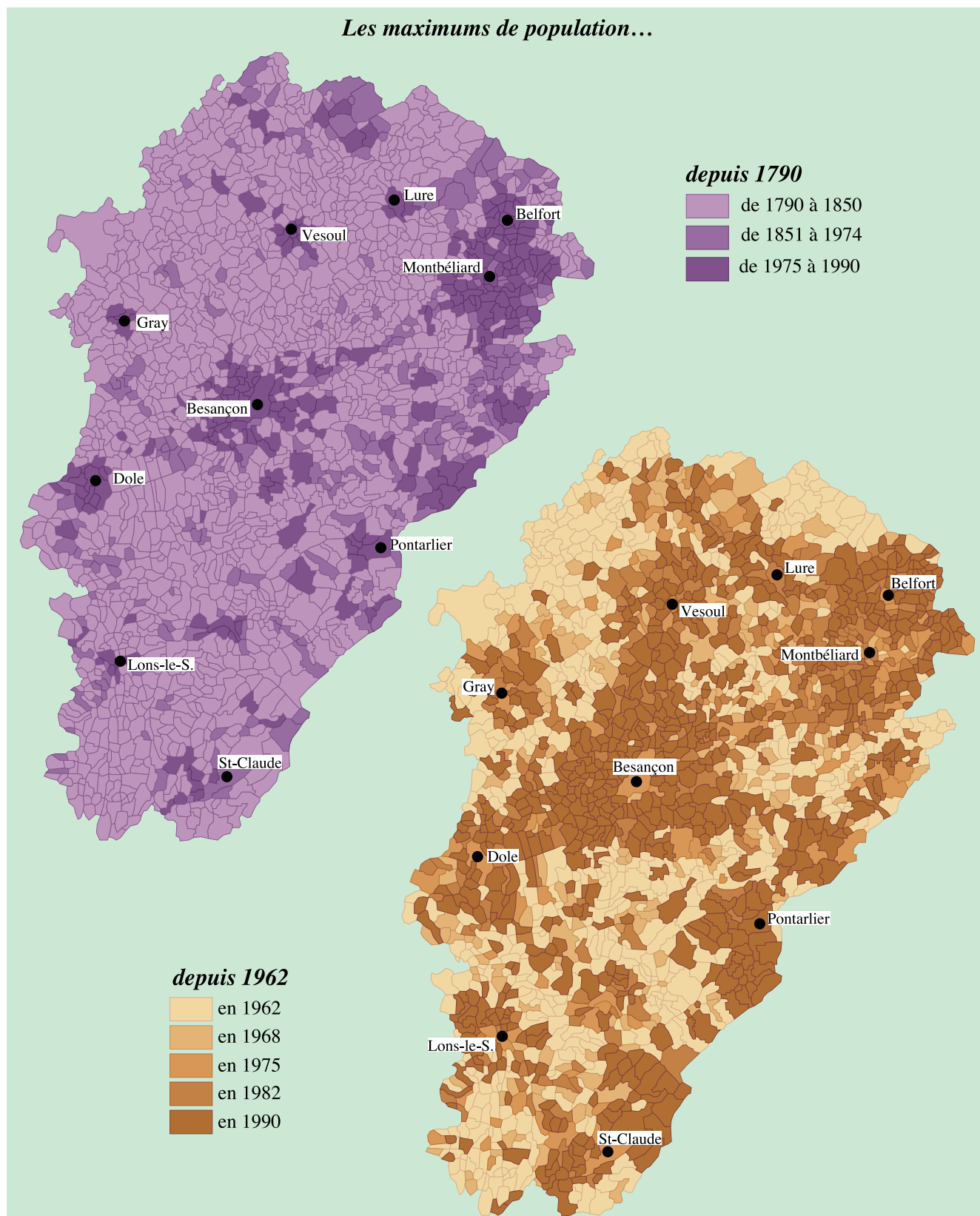
le plus élevé d'une population communale par rapport à une date départ-référence (ici 1790) jusqu'à aujourd'hui (1990).

On constate la succession de deux épisodes majeurs de croissance. Le premier se situe entre 1826 et 1851 ; la moitié des communes franc-comtoises ont connu leur maximum pendant ce quart de siècle : effet cumulé sans doute d'une utilisation extrême de l'espace agricole et d'une forte poussée de la proto-industrialisation. A partir de 1856 et pour plus d'un siècle, tout change ! Jusqu'en 1968 c'est à peine 12 % des communes qui parviendront à leur maximum.

Le lieu n'est pas ici de chercher des explications, tout au plus peut-on formuler quelques hypothèses : crise agricole et rurale résultant de gains substantiels de productivité qui rendent une part croissante de la main-d'œuvre disponible, crise de l'artisanat devant l'afflux de produits industriels, crise récente de l'industrie devant l'ouverture des marchés nationaux et internationaux, fort appel de main-d'œuvre des grands centres en cours de développement. C'est le début de l'exode rural qui touche d'ailleurs la plupart des campagnes françaises, mais de manière différente selon les milieux et les régions.

A partir de 1975, une nouvelle dynamique se fait jour. Sur trois recensements successifs, on constate que 20 % environ des communes se hissent à des niveaux de popula-

Les maximums de population...



tion jamais atteints auparavant. La courbe atteste que le phénomène a tendance à s'accélérer.

Au total, on constate que les périodes de mutation rapide du volume de la population n'excèdent guère 40 ans sur environ deux siècles. En d'autres termes, pendant un laps de temps de 20 % de la durée totale, 70 % des populations communales se sont trouvées bouleversées. Les mécanismes mis en cause s'apparentent davantage à des situations de crise, de transition, qu'à de lentes et régulières mutations. Qu'en est-il de la répartition dans l'espace des communes concernées par ces brutales transformations ; est-elle aléatoire ou recoupe-t-elle des groupes ou des régions clairement identifiés ?

Des transformations brutales de l'espace comtois

Un simple coup d'œil sur la première carte montre le caractère essentiellement rural des communes dont le maximum de population est inscrit dans la première moitié du XIXe siècle. Elles couvrent près des trois-quarts de l'espace comtois.

Cela correspond à la répartition de la population telle qu'on peut l'imaginer à cette époque : de très fortes densités rurales, d'abord agricoles, témoignent de la limite de performance des systèmes d'exploitation "traditionnels". Relativement peu productifs, donc fort consommateurs de main d'œuvre, ils justifient la formation de densités très élevées, renforcées ponctuellement par des fonctions de services et un artisanat voire une industrie rurale largement présents dans les bourgs. On imagine aisément ce paysage d'une forte population rurale souvent pauvre, proche du surpeuplement, dont la densité est seulement limitée par les capacités naturelles du milieu et faiblement dominée par des villes assez rares et de taille modeste.

Un système, fondé d'abord sur l'agriculture et l'artisanat rural, est en train de régresser, un autre, lié à l'industrie et à la ville, émerge lentement.

Les maximums atteints de 1975 à 1990 concernent, on peut le voir, presque exclusivement les milieux urbains et péri-urbains. Force est de constater qu'ils sont, sur cette carte, très limités, puisqu'ils concernent environ 15 % des communes. Cette relative modestie ne doit pas surprendre. Le transfert de la population urbaine sur les périphéries concerne des communes qui ont compté des populations importantes au siècle dernier. Il faut donc qu'il soit suffisamment vigoureux pour apparaître ici.

La seconde carte permet de mieux apprécier cette reposition de la population pendant les trente dernières années. Le fait urbain prend ici une tout autre ampleur. En

« réserve » apparaît le rural profond ; les maximums sont souvent très anciens, ces zones se vident toujours, l'influence des nouveaux pôles et axes forts ne les a pas touchées. De vastes espaces se constituent à la périphérie des principales villes et commencent à se connecter, décrivant les lignes de force d'une possible future croissance. La rapidité du phénomène est étonnante : les deux tiers des communes ont accru leur population depuis 1962, et 40 % au recensement de 1990. L'expansion est particulièrement forte autour des deux grands centres urbains : Besançon en direction de Vesoul et Dole, Belfort-Montbéliard en suivant le piémont vosgien vers la Haute-Alsace. La Haute Chaîne jurassienne, adossée à la Suisse, forme un ruban presque continu d'expansion récente.

Au tissu régulier d'une période révolue se substitue un schéma de croissance fondé sur les pôles et les axes d'un dynamisme récent : trame schématique du développement futur ?

Ayons la prudence de ne pas conclure !

Les formes que prendra demain ce redéploiement sont du domaine de la spéculation. Deux grandes hypothèses peuvent être imaginées.

La première correspond à la pure et simple poursuite du mouvement déclenché depuis quelques décennies. L'expansion de vastes espaces bien peuplés liés aux villes se poursuit. Les zones rurales sont progressivement intégrées aux banlieues lointaines des principales villes et finalement la présence de l'homme dans l'espace tend à une relative uniformisation. Ce rural profond ne l'est qu'à terme et le problème actuel de sa mise à l'écart se résoudra avec le temps.

La seconde hypothèse est d'attribuer une limite spatiale (mais laquelle ?) à l'extension des régions péri-urbaines. On peut imaginer que cette limite est liée à la taille de chaque centre. Un rural profond, très peu peuplé, peut ainsi perdurer. Mais peut-on simplement, dans l'un et l'autre cas, se contenter de subir une mutation ? Tenter de la diriger ou de l'infléchir pour limiter ses effets perturbateurs et néfastes ? Les moyens dont disposent les Comtois pour l'aménagement de leur territoire sont-ils raisonnablement suffisants pour contrecarrer une tendance aussi lourde ? Est-ce même souhaitable ? Ou peut-on envisager, pour les zones à très faible densité, des fonctions particulières face aux espaces urbains et péri-urbains ? ■